

# **Les cadavres dans le placard de Charly**

## **(4) L'Afrique, et une tuerie entre barbouzes**

**Le SAC c'est Charly mais aussi Foccard, l'ineffable Mr Afrique de De Gaulle, qui fait la pluie et le beau temps sur une bonne partie du continent, aidant ses dictateurs préférés à rester en place en supprimant physiquement leurs opposants. Les tueurs du SAC sont à l'ouvrage... ou les mercenaires, tel Bob Dénard, autre poème à lui tout seul. Le SAC a aussi des troupes disparates, on l'a vu, mais aussi de véritables psychopathes, dont une poignée dans le Var va massacrer toute une famille pour des ragots, entraînés par un leader se prétendant ancien légionnaire alors qu'il avait été réformé pour pieds plats, ce que ces camarades d'infortune apprendront éberlués le jour de leur procès commun. Le SAC de Pasqua, c'est plutôt une Cour des Miracles qu'autre chose...**

Le SAC est ses basses œuvres, et ce n'est pas ce qui manque, en effet, et Mr Charly est très affairé dans les années 70.. et même depuis avant, car il ne s'est pas occupé que des opposants français. Dans l'épisode précédent, on a vu le sort horrible réservé à un opposant africain, Félix Moumié, mort empoisonné à Genève. Treize ans plus tard, Foccard et le SAC, qui est aussi l'arme par destination de Foccard, se trouvent un autre objectif. Ou plutôt sont appelés à la rescousse par François Tombalbaye le dirigeant tchadien que soutient alors la France, comme on peut le voir ici sur le perron de l'Elysée :



L'homme visé s'appelle Outel Bono. Brillant élève en France (il a passé son doctorat de médecine à Toulouse), voici de retour en 1962 dans son pays natal, plein d'espoir. Il y crée aussitôt un journal d'opposition, *L'Etudiant tchadien*, qui lui vaut aussitôt une haine féroce du régime. Arrêté à plusieurs reprises, il rentre en France dix ans plus tard en 1972. Là, il décide d'y créer le MDRT (pour "Mouvement démocratique de rénovation tchadienne"), en opposition toujours à Tombalbaye qui au même moment est harcelé par le Frolinat, un mouvement marxiste soutenu par la Libye. Tombalbaye, excédé et craignant que des gens du Frolinat ne rejoignent le nouveau mouvement en gestation d'Outel Bono, demande à Foccart de lui débarrasser de l'activisme de Bono. Là encore, le SAC est impliqué.



Le 26 août 1973 le leader noir est assassiné proprement de deux balles dans la tête, juste avant de réintégrer sa voiture, Rue de la Roquette (dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, entre la place de la Bastille et le cimetière du

Père-Lachaise). Du travail de pro. On retrouvera en 2012 seulement des documents attestant du danger qu'encourait Tombalbaye, des textes signés d'Ibrahim Abatcha, chef du Frolinat, mort en 1968, dont des courriers à Bono, qui ne semblait pourtant pas vouloir répondre positivement au Frolina. Le danger était plutôt algérien, avec des liens avec le FLN et Cuba, ou avec Damas et le parti Baas, voire l'Irak de Saddam Hussein et même au Koweït, le principal supporter étant la Libye. Bono n'avait en fait pas trop envie de s'associer avec le Frolinat, mais il n'était plus là pour le faire savoir.

Qui a assassiné Bono ? Très certainement la barbouze Claude Bocquel, un ancien CRS, tireur d'élite auquel Tombalbaye, a déjà fait appel pour des opérations en France comme l'enlèvement d'un des leaders du Frolinat. Bocquel avait la même arme personnelle que l'assassin et la même voiture que celle vue dans la rue le jour de l'assassinat. En somme, il n'a pris aucune protection pour éliminer le docteur Bono. Il devait donc se savoir sacrément protégé pour agir en toute impunité. Selon la presse de l'époque, c'est le mentor de Bocquel, resté au Tchad, Camille Gourvennec, proche de Tombalbaye qui avait décidé et téléguidé l'opération. *"Par rapport à la question des droits de l'homme, on reproche aux armées africaines d'être impliquées dans des crimes de guerre. Il serait juste de rappeler que dès 1960, la fonction sécuritaire au niveau des Etats africains, a été confiée aux assistants français à charge pour eux de mettre au pas toutes les velléités de rébellion, n'oublions pas le contexte de revendication d'indépendance dans beaucoup de pays africains. Ce n'est pas un hasard si de nombreux leaders africains ont été liquidés par les réseaux Foccart à cette période grâce aux militaires et autres barbouzes français à la tête des différents services de police et de gendarmerie. En ce qui concerne le Tchad, le commandant Galopin et le colonel Camille Gourvennec ont joué ces tristes rôles, torturant et exécutant tous ceux qui dérangeraient le régime de Tombalbaye"* écrit en 2010 "Zoom sur le Tchad"... dans son livre "Les tueurs de la République", Vincent Nouzille évoque un autre larron comme influence : Maurice Robert, le responsable de la Garde Nationale de Tombalbaye. L'homme du SDECE, qui deviendra ambassadeur, et qui organise alors et dicte les opérations "homo" : à savoir les exécutions sommaires : son homme de main s'appelle alors Bob Denard !



Parfois, le SAC et le SDECE font appel à des mercenaires. La bonne façon pour eux de ne pas apparaître au scénario des mauvais films quand les opérations ratent. Foccart a ainsi recours au dénommé Bob Dénard (ici à gauche), rebaptisé le "*lieutenant-colonel Gilbert Bourgeaud*" sur son faux passeport fabriqué par le SAC. Le discret "*exploitant agricole*" de la ferme de Donguila, au Gabon, est vite devenu conseiller de la garde personnelle d'Ali Bongo, au sein de la SGS (Société gabonaise de services) société de sécurité créée par... Maurice Robert. Même méthode pour se débarrasser des encombrants, chez Bongo : son principal opposant, le diplomate Germain M'Ba (ici à droite), est ainsi froidement assassiné le 16 septembre 1971 de deux balles dans la tête, à Libreville.



Une attaque rocambolesque où l'épouse et la fille de Germain M'Ba, sont blessées par les tirs, et le corps de l'opposant emmené (il n'a jamais été retrouvé !). Selon les témoins, se sont deux "blancs bronzés" qui auraient fait le coup et qui se seraient enfuis dans une 404 blanche. Selon Pierre Péan, peu de temps après le meurtre, on a bien arrêté une voiture semblable avec deux occupants blancs, mais ils auraient été relâchés sur

ordre express de... Bongo. L'affaire en restera là jusqu'au jour où Jean Mauricheau-Beaupré " l'« archétype de la barbouze française »(il était de la DGER, l'organe de renseignement qui deviendra le SDECE en 1946 où il intègrera le service "Action" et gardera longtemps son titre de couverture de journaliste à Paris-Match) accusera ouvertement Maurice Robert d'avoir demandé à Bob Denard d'exécuter M'Ba, ce qu'il aurait appris directement de Bob Dénard. en personne... Beaupré est aussi l'homme qui fournira en armes les milices de Charles Taylor au Biafra...

Des tueurs, des assassins, et des paranoïaques, voilà ce qui constitue les hommes au service de Charles Pasqua, celui qui décide de la vie ou de la mort d'autres personnes, avec Debizet. Une parano qui va provoquer un des pires massacres commis par le SAC... contre l'un de ces hommes, au départ. Cela commence par la découverte d'une tuerie, à Auriol, qui commence par un incendie : *"Le 19 juillet 1981, à Auriol, un maçon remarque une épaisse fumée qui s'élève de la villa de Jacques Massié, inspecteur de police et militant RPR. Les gendarmes découvrent sur place de nombreuses traces de sang et constatent la disparition de six personnes : Jacques Massié, son épouse Marie-Dominique, leur fils Alexandre âgé de sept ans, ses beaux-parents Jules et Emmanuelle Jacquèmes, et son beau-frère Georges Ferrarini"*. Or Massié est aussi un dirigeant local du SAC, alors en conflit ouvert avec un collègue, Jean-Joseph Maria, surnommé « Kojak » à cause de son crâne rasé, et avec son ami et collègue Lionel Collard. *"Jean-Joseph Maria suscite l'adhésion. A l'entendre, il a été colonel de paras et a sauté sur Kolwezi. En réalité, il a été simple soldat dans des bureaux à Nancy et n'est qu'un très ordinaire directeur d'une entreprise familiale de peinture, en mal de reconnaissance"*. Ces derniers, devenus complètement paranos, sont persuadés que leur collègue va les trahir et remettre des documents *"à la gauche"*. Le SAC étant une organisation de tueurs et pas d'anges, ils ont décidé tous deux de s'en débarrasser... physiquement. L'équipe de tueurs réunie est fort surprenante, car elle contient un instituteur Jean-Bruno Finochietti qui n'a jamais fait de mal à une mouche, un parachutiste à l'oreille coupée, Lionel Collard, et trois postiers syndicalistes de la CGT. Didier Campana, qui est aussi motard, Jean-François Massoni et Ange Poletti.



A l'origine du conflit interne, selon MrX Patric Pesnot dans "Morts sous la Vème République", il y a une bête histoire d'argent : "au centre de cette sanglante affaire se trouve un inspecteur de police, Jacques Massié. Fils et petit-fils de policier, il commence modestement sa carrière comme motard dans les CRS. Soudain, dans la deuxième moitié des années 1970, il bénéficie de promotions exceptionnelles qui ne doivent rien à ses mérites mais à ses seuls appuis politiques : ce militant du RPR devient un adhérent très actif du SAC. Si actif même qu'il prend du galon et devient le responsable départemental du service. Sous son autorité, le SAC continue à entretenir des liaisons dangereuses avec la pègre locale et se livre à de nombreux trafics. Jacques Massié entend profiter de sa position pour s'enrichir. L'inspecteur peut ainsi acheter une bastide à Auriol, près de Marseille, et roule en Mercedes. Tout est bon pour faire de l'argent. Massié propose ainsi d'assurer la sécurité d'une grosse entreprise de la région. Il touchera le chèque mais omettra de remplir son contrat. Comme il détournera les cotisations des adhérents. Bref, il a tendance à confondre sa bourse et la caisse du SAC. Conséquence : à l'intérieur du mouvement, ça commence à grogner. Un homme mène la fronde : Jean-Joseph Maria, un artisan marseillais qui est l'adjoint de Massié et rêve de prendre sa place. La rivalité entre les deux hommes ne cesse de s'exacerber. Les deux chefs et ceux qui les suivent s'espionnent. C'est une lutte à mort qui s'instaure.



En février 1981, un restaurateur marseillais, membre du SAC, disparaît

*mystérieusement. On ne le reverra pas. Puis en mai, le trésorier départemental du service, un proche de Massié, s'évanouit pour toujours dans la nature. Quelques jours plus tôt, Massié lui-même affirme avoir été l'objet d'une tentative d'attentat sur une autoroute. Cette querelle prend de telles proportions que le président du SAC en personne, Pierre Debizet, décide de se rendre à Marseille au début du mois de mai. Curieusement, Debizet rencontre le seul Maria dans un hôtel proche de l'aéroport de Marignane. Maria multiplie les accusations contre son chef : détournement de fonds, chantage, faux hold-up, attentats à la bombe contre une imprimerie et un foyer de travailleurs immigrés Et même, quelle horreur ! flirt avec les Giscardiens. Bref, il est urgent de mettre Massié hors d'état de nuire".*



C'est le quintette de pékins qui a déboulé dans la villa la veille, dissimulés par des masques de chirurgiens... mais ce jour-là Massié (ici à droite) n'était pas là, seuls l'les attendaient Marie-Dominique Massié, son épouse, son fils, Alexandre, âgé de 7 ans, sa mère, son père et son beau-frère. Les voilà tous les 5 otages, avec un énorme hic d'emblée : Marie-Dominique Massié a hélas reconnu l'instituteur sous son masque.



C'était la condamner elle et ceux présents ce soir-là : le "para" Collard décide en effet de tous les supprimer (par étranglement). Le petit Alexandre sera battu à coups de tisonnier avant que Finochietti ne décide de mettre fin à ses souffrances en lui donnant un coup de couteau. Les corps sont jetés dans une ancienne mine à proximité, et les tueurs attendent le retour de Massié, qui est tué au couteau à trois heures du matin, puis les assassins placent des bougies partout pour incendier la maison.



Les soupçons portent vite sur ceux déjà cités, la propre sœur de Massié étant venue aussitôt dire aux policiers que son frère lui avait dit que *"Le chauve, l'instituteur et l'homme à l'oreille coupée, je ne peux plus les contrôler !"*... soit Jean-Joseph Maria, Jean-Bruno Finochietti et Lionel Collard (en photo à leur procès ici à droite), qui vont vite devoir avouer, tant tout les accable, dont des relevés d'empreintes. Il avouent finalement après 48 heures d'interrogatoire. Dans la foulée, le 24 juillet, la police arrête le secrétaire général du SAC Pierre Debizet, à la demande de la juge d'instruction de Marseille Françoise Llaurens-Guérin, qui l'inculpe aussitôt de complicité d'assassinat et l'incarcère un mois en préventive à la prison des Baumettes. Jean-Joseph Maria, Lionel Collard et Ange Poletti seront condamnés à la réclusion à perpétuité, Jean-Bruno Finochietti et Didier Campana à vingt ans de prison, et Jean-François Massoni à quinze ans. Or aujourd'hui, tous sont libres. Pour Debizet, le scandale sera pire encore : Pierre Debizet renvoyé devant les assises, bénéficiera, après cassation, d'un non-lieu de complaisance absolument inadmissible. Or le 5 mai 1981 de passage à Marignane, il avait déclaré *"qu'il fallait régler le problème Massié"*... ce qui avait été perçu comme un feu vert par la fine équipe. L'Etat français, avec un pouvoir qui a changé de mains, décide d'en finir avec le SAC : *"L'affaire fait scandale, et une commission d'enquête parlementaire, dominée par les socialistes, est créée sur le SAC. Ses travaux aboutiront à sa dissolution, le 3 août 1982* Le Service d'action civique est logiquement dissous par le président François Mitterrand le 3 août 1982, par application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées.





Tout le monde s'interroge alors sur la grande mansuétude dont a bénéficié Debizet, qui a très vite recréé un autre mouvement. "En 1986, Pierre Debizet, proche de Jacques Foccart, actuel conseiller de Jacques Chirac pour l'Afrique, réapparaissait avec le titre de délégué général du Mouvement initiative et liberté (MIL), dont le président d'honneur était Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle." L'histoire du fameux "fichier" que le pauvre Massié aurait promis à la gauche, c'est tout autre chose en fait. Debizet en personne, qui déteste Giscard, autant que Charles Pasqua que l'on accuse partout d'avoir fait téléphoner pour demander à la droite d'élire Mitterrand pour faire tomber celui qu'il détestait, a résolu de donner à la gauche le fameux fichier, qui est celui de tous les adhérents du SAC. Le prix pour qu'on lui fiche la paix ? Debizet aurait lui-même offert ce pourquoi il aurait fait assassiner un des ces militants ! Debizet, comme Pasqua, avaient tous deux misé sur l'élection de Mitterrand et non de Giscard d'Estaing, leur ennemi juré ! Plutôt lui... que l'autre !

Mais Debizet n'en n'avait pas terminé et Pasqua non plus, qui crée le 7 décembre 1991 le mouvement intitulé "Solidarité et défense des libertés" pour "ceux qui refusent le socialisme et veulent agir" (dix ans avant c'est un de ceux qui l'avaient fait élire !). On y trouve Alain Juppé, Jacques Toubon, Yvon Bourges et Jacques Médecin pour le RPR, Alice Saunier Seité et Jacques Dominati pour l'UDF, mais aussi François Bachelot futur député du Front national, et Pierre Lagaillarde ancien député d'Alger... un partisan de l'Algérie française et de l'OAS. Et encore Gérard Ecorcheville, un ancien d'Ordre Nouveau et du Parti des Forces Nouvelles, venu avec son beau frère Alain Robert (le responsable de la Fédération des étudiants nationalistes avec Gérard Longuet et Alain Madelin.) C'est Alain Robert, rappelons-le, qui a créé avec François Brigneau, le Front national (FN) en 1972, Jean-Marie Le Pen en devenant

le secrétaire. Robert, en 1974, avait fait un deal avec Giscard, en acceptant de faire voter ses militants qui collaient les affiches de Giscard... contre finance !



Mais Charly n'a pas abandonné pour autant Marseille, et malgré sa disparition officielle, le SAC est toujours bien vivant : *"sur le terrain ce mouvement réactive de vieilles amitiés. A Marseille par exemple c'est en février 1982 qu'est créée une section de Solidarité et défense des libertés. Pasqua viendra en personnes inaugurer les locaux. Le président est Paul Gaillet, ancien secrétaire fédéral du SAC, le vice-président est Jean Roussel, futur député du Front national en 1986, le secrétaire est Joseph Nicolaï ancien commandant principal de la police de Marseille et membre du SAC. On trouve comme membres :*

*- Gilbert Chabillat, ancien responsable du SAC de 1970 à 1975 (date de son exclusion) et qui s'est reconverti depuis dans le devilliérisme.*

▶ *Humbert Giaconelli, un ancien policier membre du SAC,*

▶ *Henri Neurmond, un autre ancien policier, membre lui aussi du SAC,*

▶ *Me Henri Ruggieri, membre lui du RPR et du SAC.*

*On trouve aussi et surtout Gérard Kappé responsable du SAC marseillais de 1967 à 1969, connu pour avoir préparé à Marseille en mai 1968, "l'opération stade" consistant à l'arrestation et au regroupement de diverses personnalités et syndicalistes de gauche dans des stades de foot, préfigurant ainsi ceux du Chili de 1973 (voir l'épisode précédent). Viré du SAC en 1969, il créait une fédération sud-est du SAC, mouvement dissident du SAC national. A la même époque d'autres SAC dissidents se constitueront à l'instigation de Charles Pasqua qui venait d'en démissionner".*

Un SAC proche de la droite extrême, avec les gens du GUD notamment, ce qui explique le positionnement du parti politique créé par Charly : *"Deux partis vont largement accueillir les anciens fascistes, au*

*RPR on trouvera le plus d'activistes d'extrême droite auprès de Charles Pasqua (Patrick Devedjan, Bruno Tellene (alias Basile de Koch, le mari de Frigide Barjot et le frère de Karl Zéro), Jean Taoussan, Jean-Jacques Guillet...) ainsi qu'à l'UDF ; c'est au Parti républicain que l'on retrouve Alain Griotteray, Hubert Bassot, Alain Madelin, Gérard Longuet, Guy Tessier, Serge Didier, Hervé Novelli. Une fois ralliés à la droite, leurs ascensions seront diverses mais certains atteindront des postes-clefs." Tellene devenant au passage la "plume" des discours de Charles Pasqua..., son frère squattant CanalPlus pour finir par se ridiculiser lors de l'affaire de Toulouse, où on s'apercevra qu'il avait offert une voiture Espace à une des "témoins" de l'affaire, venue raconter n'importe quoi devant sa caméra (c'est ce qu'affirme Collard dans son ouvrage). Un journalisme de caniveau...*

sources :

<http://www.partiradicaldefrance.com/sac.htm>

<http://fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens/fiche-media/>

[Repm00628/le-massacre-d-auriol.html](http://Repm00628/le-massacre-d-auriol.html)

<http://www.parismatch.com/Actu/Societe/La-tuerie-d-Auriol-Six-morts-pour-un-fichier-148447>

<https://www.youtube.com/watch?v=LsV-58pumy4>